



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Cahier des clauses particulières

Objet du marché :

Acquisition de plateformes de stockage mobiles pour le CIRISI de Brest et d'une table d'emballage pour le CIRISI de Pau

CCP version du 19/02/2025

Référence du Marché :	DAF 2025 000 234
Type de marché	Fournitures
Type de fournitures	Achat mobilier technique et de sécurité

Sécurité
Marché non protégé
Spécial France : oui <input type="checkbox"/> / non <input checked="" type="checkbox"/>

Type de marché et procédure de passation : Marché passé selon une procédure adaptée – Articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique
Technique d'achat : Sans objet
Organisation de l'achat : <ul style="list-style-type: none">- Allotissement : oui <input type="checkbox"/> / non <input checked="" type="checkbox"/>- Marché à tranches : oui <input type="checkbox"/> / non <input checked="" type="checkbox"/>- Marché réservé à certains opérateurs économiques : oui <input type="checkbox"/> / non <input checked="" type="checkbox"/>
Reconductible : oui <input type="checkbox"/> / non <input checked="" type="checkbox"/>

DIRECTION INTERARMÉES DES RESEAUX D'INFRASTRUCTURE
ET DES SYSTÈMES D'INFORMATION DE LA DÉFENSE

CENTRE NATIONAL DE SOUTIEN OPÉRATIONNEL
SERVICE D'INGÉNIERIE CONTRACTUELLE ET LOGISTIQUE
DÉPARTEMENT INGÉNIERIE PRÉSCRIPTION ET MARCHÉS
SECTION PASSATION DES MARCHÉS

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2. MODE DE PASSATION	4
ARTICLE 3. FORME DU MARCHÉ	4
ARTICLE 4. ALLOTISSEMENT DU MARCHÉ	4
ARTICLE 5. DURÉE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 6. MONTANT DU MARCHÉ	4
ARTICLE 7. DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 8. IDENTIFICATION DES CO-CONTRACTANTS	4
8.1. Acheteur	4
8.2. Titulaire	5
ARTICLE 9. INTERLOCUTEURS DE L'ADMINISTRATION	5
9.1. Responsable administratif du marché	5
9.2. Responsables de la prescription du marché	5
9.3. Responsables de projet	5
ARTICLE 10. ATTENDUS DES PRESTATIONS ET CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES	6
10.1. Attendus des prestations	6
10.2. Caractéristiques des plateformes de stockage mobiles et chandelles (CIRISI Brest)	6
10.3. Caractéristiques de la table d'emballage avec accessoires (CIRISI Pau)	6
ARTICLE 11. MODALITÉS ET LIEUX DE LIVRAISON	7
11.1. Accès aux sites – adresses de livraison	7
11.2. Bon de livraison	7
11.3. Regroupement des livraisons	7
ARTICLE 12. DÉLAIS DE LIVRAISON	7
ARTICLE 13. PROLONGATION DE DÉLAI	7
ARTICLE 14. CLAUSE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE – GESTION DES DECHETS - EMBALLAGES	7
ARTICLE 15. VÉRIFICATIONS ET DÉCISIONS	8
ARTICLE 16. GARANTIE	8
ARTICLE 17. PÉNALITÉS	8
ARTICLE 18. PRIX DU MARCHÉ	8
18.1. Contenu des prix	8
18.2. Forme et type de prix	8
ARTICLE 19. AVANCE	9
ARTICLE 20. FACTURATION ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT	9
20.1. Mode de règlement	9
20.2. Établissement et remise des factures	9
20.3. Délai global de paiement et intérêts moratoires	9
ARTICLE 21. LANGUE	9
ARTICLE 22. CONFIDENTIALITÉ	10
22.1. Protection des données à caractère personnel	10
22.2. Confidentialité	10
ARTICLE 23. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES	10
23.1. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail	10
23.2. Entreprise en difficulté sur le plan judiciaire	10
23.3. Responsabilité civile - Assurance	10
23.4. Modification structurelle et organisationnelle	10
ARTICLE 24. RÉSILIATION	10
ARTICLE 25. CLAUSE DE CERTIFICATION « RELATIONS FOURNISSEURS RESPONSABLES (RFR) » ET DE LABELLISATION « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES (RFAR) »	11
ARTICLE 26. CERTIFICATION DE BONNE EXÉCUTION DU MARCHÉ	11
ARTICLE 27. DIFFÉRENDS ET LITIGES	11
27.1. Correspondant PME-ETI	11

27.2. Comité consultatif de règlement amiable des litiges.....	12
27.3. Recours contentieux.....	12
ARTICLE 28. DÉROGATIONS AU CCAG.....	12
ARTICLE 29. SIGNATURES DU MARCHÉ	13
ANNEXE FINANCIERE	13

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet l'acquisition :

- de plateformes de stockage mobiles et chandelles pour le CIRISI localisé à Brest
- d'une table d'emballage avec accessoires pour le CIRISI localisé à Pau.

ARTICLE 2. MODE DE PASSATION

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée, en application des dispositions de l'article R2123-1 du livre I du code de la commande publique. Le marché est soumis au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) du 30 mars 2021.

ARTICLE 3. FORME DU MARCHÉ

Sans objet.

ARTICLE 4. ALLOTISSEMENT DU MARCHÉ

Le marché n'est pas alloti.

ARTICLE 5. DURÉE DU MARCHÉ

Le marché débute à compter de sa date de notification et se termine à la date d'admission des prestations. La date de notification est la date de réception par le titulaire du présent cahier des clauses particulières (CCP), signé des deux parties, accompagné d'un bon de commande.

Le marché est notifié au titulaire :

- Soit par la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) avec un lien de téléchargement obligatoire faisant office d'accusé de réception ;
- Soit par courriel, dans ce cas, le titulaire adressera en retour un accusé de réception comprenant au minimum la date de réception et le numéro d'engagement juridique.

ARTICLE 6. MONTANT DU MARCHÉ

Le marché est passé pour le montant total hors taxes stipulé dans l'annexe financière jointe au présent cahier des clauses particulières.

ARTICLE 7. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant, dont l'original conservé dans les archives de l'Administration fait seul foi :

- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) signé des deux parties et son annexe financière ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire.

ARTICLE 8. IDENTIFICATION DES CO-CONTRACTANTS

8.1. Acheteur

Dénomination :	Le commandant du centre national de soutien opérationnel
Adresse :	Centre national de soutien opérationnel 75 rue du parc – BP 95249 45052 ORLEANS cedex 1

8.2. Titulaire

- Signataire (le signataire doit pouvoir engager la société)

NOM Prénom	
Fonction	
ligne téléphonique directe	
Adresse mail	

- La société

Dénomination	
Adresse	
SIRET	
Téléphone	
Contact/courriel	
Site Web	

ARTICLE 9. INTERLOCUTEURS DE L'ADMINISTRATION

9.1. Responsable administratif du marché

(en charge du suivi contractuel : traitement des demandes de prolongation de délai, des pénalités...)

Mme WIART Laurie

Tél : 02 38 65 23 56

laurie.wiart@intradef.gouv.fr

fonctionnelle : cnso-marches-public.trait.fct@intradef.gouv.fr

9.2. Responsables de la prescription du marché

(en charge de la prescription du marché)

M BEAUMONT Stéphane

Tél : 02 38 65 20 87

stephane-d.beaumont@intradef.gouv.fr

M DULAC Pascal

Tél : 02 38 65 23 42

pascal.dulac@intradef.gouv.fr

9.3. Responsables de projet

(en charge du suivi opérationnel et des opérations de vérification)

Téléphone	Contact	Courriel	Téléphone
CIRISI BREST	M HERICHARD Johnny	johnny.herichard@intradef.gouv.fr	02 98 22 98 78
CIRISI PAU	M ROBERT David	david-m.robert@intradef.gouv.fr	05 59 40 40 21
Coordonnateur	M KEREBEL Guy	guy.kerebel@intradef.gouv.fr	02 38 65 21 39

ARTICLE 10. ATTENDUS DES PRESTATIONS ET CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES

10.1. Attendus des prestations

Les prestations attendues sont l'acquisition et la livraison des matériels.

Chaque matériel doit être accompagné de sa documentation technique en langue française.

Le titulaire s'engage à fournir des produits neufs.

Les caractéristiques des matériels à acquérir sont décrites ci-dessous.

Les quantités sont précisées dans l'annexe financière.

10.2. Caractéristiques des plateformes de stockage mobiles et chandelles (CIRISI Brest)

- Plateformes de stockage mobiles

Chaque plateforme de stockage doit pouvoir accueillir à minima une palette de dimension 1200 (L) x 800 (l) mm.

Les plateformes doivent être équipées de quatre pieds et fourreaux pour accueillir les chandelles.

Dimension	Extérieures	Utiles
Longueur x largeur	1550 x 1185 mm	1300 x 935 mm
Hauteur	selon chandelles	

Charge admissible : 1500 kg ;

Gerbage : 2 sur 1 ;

Finition : acier galvanisé.

Référence connue : Manurack simple 1550x1300.

- Chandelles

Hauteur	Hauteur utile	diamètre	Finition
1050 mm	870 mm	Ø 60 mm	Acier galvanisé
1680 mm	1500 mm	Ø 60 mm	Acier galvanisé
2100 mm	1920 mm	Ø 60 mm	Acier galvanisé

10.3. Caractéristiques de la table d'emballage avec accessoires (CIRISI Pau)

- Plateau / plan de travail

Dimension du plateau : 200 (L) x 80 (l) cm ;

Charge admissible du plateau : 300 kg ;

Hauteur du sol au plateau : 87 cm ;

Finition : mélaminé.

- Accessoires :

Rayonnage haut 188 (L) x 38 (l) cm avec étagère équipé de huit séparateurs amovibles ;

Etagère métallique de 187 x 25 cm avec rebord frontal pour la pose des accessoires ;

Axe dérouleur supérieur pouvant supporter 20 kg ;

Axe dérouleur inférieur pouvant supporter 20 kg ;

Règle de coupe avec lame circulaire et poignée : longueur de coupe de 182 cm.

Référence connue : RAJP20C - Poste d'emballage modulable 200 cm

ARTICLE 11. MODALITÉS ET LIEUX DE LIVRAISON

11.1. Accès aux sites – adresses de livraison

Une pièce d'identité est nécessaire pour l'accès aux sites.

Le titulaire prévient à minima trois (3) jours avant la date de livraison prévue, le responsable de projet du CIRISI concerné (article 9.3) pour organiser la réception du matériel.

Prestations	Adresse	Jours et horaires	
Plateformes de stockage mobiles et chandelles (art.10.2)	Base navale – CIRISI BREST Rue de la corniche 29200 BREST	Du lundi au vendredi 8h00 – 11h30 13h00 – 16h00	
Table d'emballage et accessoires (art.10.3)	CIRISI PAU Quartier de Rose 64230 UZEIN	Du lundi au Jeudi 8h00 – 11h00 13h30 – 16h00	Le vendredi 8h00 – 11h

11.2. Bon de livraison

La livraison est obligatoirement accompagnée d'un bon de livraison numéroté sur lequel devra être inscrit le numéro d'engagement juridique mentionné sur le bon de commande, la date d'expédition, l'identification du titulaire et l'identification du matériel livré.

11.3. Regroupement des livraisons

Afin de limiter l'impact environnemental du transport, le titulaire regroupe les commandes par site de livraison. La livraison partielle n'est pas acceptée, sauf accord préalable de l'Administration.

ARTICLE 12. DÉLAIS DE LIVRAISON

Le délai de livraison renseigné dans l'annexe financière au cahier des clauses particulières devient contractuel.

Ce délai s'entend en jours calendaires. Il prend effet à compter de la date de notification du marché, accompagné du bon de commande et se termine à la livraison du matériel.

Les délais peuvent être différents par site de livraison.

Le non-respect des délais entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 17 du présent document.

ARTICLE 13. PROLONGATION DE DÉLAI

En application de l'article 13.3 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant caractère de force majeure, il peut demander une prolongation de délai par courriel avec accusé de réception ou par lettre recommandée au responsable administratif du marché (art 9.1). Le titulaire indique les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel et la durée de la prolongation demandée.

Aucune demande de prolongation de délai ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

Le pouvoir adjudicateur notifie par écrit sa décision au titulaire.

ARTICLE 14. CLAUSE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE – GESTION DES DECHETS - EMBALLAGES

En application des prescriptions de la 5^{ème} directive des achats responsables 2022-2025 relative à la prise en compte du développement durable dans les achats du ministère des Armées, et de la loi climat-résilience du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, le titulaire s'engage à limiter la consommation des ressources non renouvelables, à réduire la consommation électrique ainsi que les déchets et à recycler les produits en fin de vie.

Le CNSO demande au titulaire de prendre en compte l'impact prévu en termes de déchets finaux et de réduire le nombre d'emballage à la source tout en assurant l'intégrité des matériels à livrer. Ces emballages doivent par conséquent être de type recyclé, recyclable ou réemployables. Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG/FCS, ils sont considérés comme perdus pour le titulaire.

ARTICLE 15. VÉRIFICATIONS ET DÉCISIONS

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, l'Administration n'avisera pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. L'absence du titulaire ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG/FCS, l'Administration dispose de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de livraison pour procéder aux opérations de vérification.

Celle-ci peut être une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet suivant les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

ARTICLE 16. GARANTIE

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission de la prestation. Le contenu de la garantie est, à minima, celui de l'article 33 du CCAG/FCS.

Le délai de garantie renseigné par le soumissionnaire dans l'annexe financière devient contractuel, il est renseigné en mois et ne peut être inférieur à douze (12) mois.

ARTICLE 17. PÉNALITÉS

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite par écrit le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours.

A défaut de réponse dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable au titulaire ou à ses sous-traitants, des pénalités pour retard s'appliquent.

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, augmenté des éventuelles prolongations accordées.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, les pénalités sont de trente euros (30 €) par jour de retard.

Les pénalités commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai d'exécution des prestations, augmenté des éventuelles prolongations accordées, expire.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 200 € pour l'ensemble du marché.

ARTICLE 18. PRIX DU MARCHÉ

18.1. Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix comprennent toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG/FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

18.2. Forme et type de prix

Le marché est conclu aux prix unitaires figurant dans l'annexe financière. Les prix sont établis en euros (€) avec deux décimales.

Les prix sont définitifs et fermes.

ARTICLE 19. AVANCE

Sans objet compte tenu du montant du marché.

ARTICLE 20. FACTURATION ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

20.1. Mode de règlement

Le mode de règlement est le virement administratif.

20.2. Établissement et remise des factures

La facture est payable après la décision d'admission de la prestation.

Elle se fait uniquement par voie dématérialisée via le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Le titulaire s'inscrit sur ce portail afin d'y déposer ses factures, soit en les saisissant en ligne, soit en les déposant au format PDF.

ATTENTION : Les trois mentions suivantes doivent impérativement être portées sur les factures afin que celles-ci soient traitées :

- Le destinataire qui est l'État ainsi que son numéro de SIRET qui est 11000201100044 ;
- Le code « service exécutant » de la DIRISI qui est le D2966J5094 ;
- Le numéro d'engagement juridique (10 chiffres et commençant par un nombre allant de 10 à 22 inscrit sur le bon de commande).

Le non-respect de cette obligation entraîne systématiquement le rejet du paiement de la facture.

Pour toute information concernant les factures, le titulaire peut s'adresser à l'adjoint au chef du bureau « exécution financière » téléphone : 01 56 20 34 40 – courriel : sicl-daog-service-fait.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr.

De plus, outre les mentions légales décrites à l'art. L441-9 du code du commerce, les factures portent obligatoirement les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier ;
- L'adresse de facturation ;
- Le n° de SIRET du titulaire ;
- Le RIB du titulaire ou la société d'affacturage, le cas échéant ;
- La date de notification de marché ;
- La description des prestations exécutées ;
- Les montants HT et TTC des prestations exécutées, ainsi que le taux et le montant de la TVA ;
- Le numéro et la date d'émission de la facture ;
- Le numéro d'agrément ou le numéro de déclaration d'existence de la société si la société est non assujettie à la TVA.

Duplicata : la mention « DUPLICATA » doit apparaître distinctement sur la facture.

20.3. Délai global de paiement et intérêts moratoires

Le délai maximum de paiement est de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception de la facture dématérialisée par le service exécutant de la DIRISI, ou de la date d'admission, portée sur le procès-verbal de réception de service fait, si elle est postérieure à la date de réception de la facture dématérialisée.

Le défaut de paiement dans les délais fait courir, de plein droit et sans formalités, des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement aux bénéfices du titulaire. Le taux des éventuels intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêts de la principale activité de refinancement de la banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points.

ARTICLE 21. LANGUE

Conformément à la législation en vigueur, l'ensemble des pièces du marché, la documentation ainsi que toutes les correspondances relatives à l'exécution du présent marché, sont rédigées en français.

ARTICLE 22. CONFIDENTIALITÉ

22.1. Protection des données à caractère personnel

Chacune des parties liées au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mises en œuvre aux fins de l'exécution du marché.

22.2. Confidentialité

Le titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu communication à titre confidentiel, de renseignements documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objet ne peuvent pas, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Sont exclues de cette clause les informations détenues par l'une des parties que l'autre a acquise de son propre fait et les informations exigées par les pouvoirs publics dans le cadre des obligations réglementaires.

ARTICLE 23. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

23.1. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail. Le pouvoir adjudicateur pourra demander au titulaire la preuve du respect de ces obligations.

23.2. Entreprise en difficulté sur le plan judiciaire

Toute entreprise en difficulté sur le plan judiciaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser au CNSO, dans les quinze (15) jours calendaires qui suivent la décision de justice, une copie de tous actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire ainsi qu'une copie de tous documents afférents aux autorisations de poursuite d'activités du titulaire, dans le cadre de l'exécution du marché.

23.3. Responsabilité civile - Assurance

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution de la prestation.

Les garanties de la responsabilité civile de droit commun doivent avoir pris effet avant la signature du marché. Sur demande de l'acheteur, le titulaire doit pouvoir justifier de sa police d'assurance.

23.4. Modification structurelle et organisationnelle

Le titulaire du marché s'engage à informer l'Administration dans les meilleurs délais, de toute modification le concernant (fusion-absorption, changements de raison sociale, d'adresse, de numéros SIREN, SIRET, de RIB) ou de tout changement survenu dans son organisation susceptible d'affecter ses obligations contractuelles concernant les prestations inscrites au marché. À cet effet, il fournit tous les documents administratifs nécessaires à la prise en compte des modifications. Dans le cas où le titulaire viendrait à cesser son activité, la personne publique se verra remettre tous les documents. En cas de non production de ces documents, les factures établies ne pourront pas être présentées au paiement.

ARTICLE 24. RÉSILIATION

La résiliation du marché peut être prononcée en application des dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS.

ARTICLE 25. CLAUSE DE CERTIFICATION « RELATIONS FOURNISSEURS RESPONSABLES (RFR) » ET DE LABELLISATION « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES (RFAR) »

Le ministère des Armées a obtenu le label « relations fournisseurs et achats responsables », (RFAR) adossé à la norme ISO 20400 : 2017 « Achats Responsables – Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats.

À ce titre, le ministère souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs intervenant sur ses marchés publics, et invite l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400 : 2017 ainsi qu'aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) ; label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des Armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400 : 2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises, en association avec le conseil national des achats (CNA), peut accompagner les intéressés dans cette démarche ; un site internet est également disponible : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

ARTICLE 26. CERTIFICATION DE BONNE EXÉCUTION DU MARCHÉ

Le ministère des Armées peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité. La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des Armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire.

La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si : (liste non exhaustive)

- La qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- La relation commerciale s'est révélée difficile ;
- Le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
- Le contrat est résilié aux torts du titulaire.

ARTICLE 27. DIFFÉRENDS ET LITIGES

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tous les différends qui pourraient survenir relatifs à l'interprétation ou à l'exécution du présent marché selon les dispositions du chapitre 8 du CCAG/FCS. La réglementation de l'Achat Public préconise le recours à la médiation. Celui-ci pourra être prononcé via une réclamation envoyée par le titulaire au responsable administratif, dans les meilleurs délais, sous pli recommandé ou via un courriel avec accusé de réception, en y exposant les motifs et le cas échéant le montant des sommes réclamées.

27.1. Correspondant PME-ETI

Un correspondant dit interlocuteur « entreprises » interne au service acheteur a été désigné pour traiter ce type de demandes :

Monsieur ZANARDO Philippe

Tél : 02 38 65 23 69

Mail : philippe.zanardo@intradef.gouv.fr

À défaut de résolution du litige ou différend au niveau de cet interlocuteur, l'entreprise peut saisir :

la mission ministérielle PME :

missionministérielle.pme@defense.gouv.fr.

Hors cette médiation interne au ministère des Armées, le titulaire peut demander à ce que les litiges et les différents éventuels nés à l'occasion de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre soient, conformément à la réglementation, soumis à la Médiation des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable (CCRA) compétent.

Le médiateur interne du ministère des Armées et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur litige ou leur différend.

27.2. Comité consultatif de règlement amiable des litiges

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable. Concernant ce marché, le comité consultatif compétent est le :

Comité consultatif de règlement amiable des marchés publics

22, mail Pablo Picasso
BP 24209
44042 NANTES Cedex 1

27.3. Recours contentieux

Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée ; la loi française est seule applicable. Le tribunal administratif compétent est le :

Tribunal administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie
45057 Orléans Cedex 1

ARTICLE 28. DÉROGATIONS AU CCAG

Art. CCP	Art. CCAG/FCS	Dérogations
14. Clause de développement durable – gestion des déchets - emballages	20.2.2	Les emballages deviendront la propriété de l'Administration dès la livraison
15. Vérifications et décisions	27.3	L'Administration n'avisera pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications
17. Pénalités	14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3	Calcul et plafond des pénalités

ARTICLE 29. SIGNATURES DU MARCHÉ

Le titulaire	Le représentant du pouvoir adjudicateur
A Le	A Le
Nom, prénom et signature <i>le signataire doit pouvoir engager la société</i>	

ANNEXE FINANCIERE

fichier en annexe.